



## COMPTE RENDU

Paris, le 30 avril 2024

# Audience cabinet du Premier ministre

### Étaient présents :

#### Cabinet du Premier ministre :

- Rayan NEZZAR, chef de pôle, conseiller action et comptes publics
- Julien RIGABER, conseiller Fonction publique

#### Cabinet du ministre GUERINI :

- François GIQUEL, conseiller statut général fonction publique de l'État et encadrement supérieur

#### FO Fonction publique :

- Christian GROLIER
- Didier BIRIG
- Dominique REGNIER
- Thierry IVA

### POUVOIR D'ACHAT

Cette audience bilatérale était à notre initiative après les propos inadmissibles de Stanislas GUERINI dans la presse et les dangers du futur projet de loi.

FO Fonction publique a d'abord abordé la problématique du pouvoir d'achat, les pertes subies durant les 3 dernières années d'inflation sans oublier le rattrapage depuis 2000 et l'insuffisance des revalorisations de 2022 et 2023.

Sans surprise le chef de pôle, tout en disant comprendre notre revendication, considère que de nombreuses mesures catégorielles doivent s'ajouter aux mesures générales comme le Ségur, le Beauvau de la police, les revalorisations pour les enseignants, les surveillants pénitentiaires notamment, et plus récemment les secrétaires de mairie et la police nationale.

Sans méconnaître ces différentes mesures, FO Fonction publique a rappelé que seules des mesures générales comme le point d'indice ou l'amélioration de la grille indiciaire garantissaient des revalorisations pour tous, la parité des grilles et de meilleures pensions.

Nous avons à nouveau contesté la prime pouvoir d'achat qui a permis aux employeurs territoriaux de ne pas la distribuer dans la moitié des collectivités. Le point d'indice et la grille sont bien plus égalitaires car ils s'imposent à tous les employeurs.

Le chef de pôle a confirmé les 40 milliards de réduction de la dépense publique et a indiqué 2 années difficiles (2024 et 2025), c'est-à-dire sans revalorisation du point d'indice, tout en précisant que ça ne signifiait pas « gel jusqu'à la fin du quinquennat ».

## **PJL FONCTION PUBLIQUE**

FO Fonction publique a rappelé sa totale opposition à un projet dont l'objet serait la destruction des catégories (C, B, A) corollaires des diplômes et du concours comme élément majeur du recrutement. Nous avons condamné les propos du ministre sur les licenciements et ses choix de s'exprimer par voie de presse au lieu de réunir les organisations syndicales représentatives.

Nous avons également indiqué que le maintien des catégories n'entraînait pas de point de blocage pour améliorer le statut général des fonctionnaires.

FO Fonction publique, a de nombreuses revendications et propositions à porter notamment sur la grille indiciaire, la carrière, le recrutement, la formation initiale et professionnelle. Nos instances respectives (FGF et FSPS) prendront leurs décisions prochainement, la balle est dans le camp du Gouvernement.

D'ores et déjà, la prochaine réunion du PJL Fonction publique programmée le 14 mai est reportée au 21 mai.

Serait-ce pour présenter un autre projet ? L'avenir nous le dira.